

personnes habitant ces régions, qui leur donnent de l'emploi et approvisionnent les grandes usines du pays. Tout le monde là-bas participe à la production et il n'y a aucune raison de refuser aux Canadiens la chance de faire de même.

L'attitude du présent gouvernement à l'égard de la petite entreprise, les ressources à investir des Canadiens, les restrictions canadiennes sur le revenu à l'égard des fonds disponibles, fonds de fiducie, caisses mutuelles et fonds de pension, font partie d'un plan bien arrêté. Les Canadiens devraient produire pour les Canadiens et de façon que les prix des articles canadiens puissent concurrencer ceux des articles de tout autre pays.

Je répète que les mesures prises dans le budget n'ont pas eu d'effet immédiat mais que, par ricochet, elles ont entraîné une baisse du taux du change. Cette baisse, de même que la nouvelle définition des «articles fabriqués au Canada», protégera l'industrie manufacturière et accroîtra ainsi l'embauche.

Songez aux articles faits sur commande. Combien de salive sera épargnée, aux ports d'entrée du Canada où les acheteurs passent des heures à argumenter pour faire accepter leurs propres définitions de l'expression «articles fabriqués au Canada». Songez à ceux qui importent du matériel lourd au Canada au rythme de 300, 400 ou 500 millions de dollars par année et dont les importations tombent dans la catégorie des «articles non fabriqués au Canada» parce que, en vertu du régime de réglementation en vigueur, une ampoule, une pile ou un raccordement supplémentaire accompagne l'envoi.

Ces articles importés au Canada livrent concurrence à ceux qui sont fabriqués au pays même, et je suis sûr que, grâce à la nouvelle définition de ces expressions, la production et la fabrication, non seulement des sociétés canadiennes, mais aussi des filiales canadiennes de sociétés américaines, seront intensifiées. Les épargnes que l'on réalisera seront converties en immobilisations ou en placements aléatoires, car le gouvernement a donné à la population canadienne le sentiment de sécurité dont elle avait besoin pour l'inciter à faire des placements.

Fait intéressant à signaler, le volume global de l'assurance-vie en vigueur au Canada, comparativement au revenu national, atteint 163 p. 100, tandis que la proportion n'est que de 135 p. 100 aux États-Unis.

Je suis porté à croire qu'une des raisons pour lesquelles nos Canadiens n'ont pas placé d'argent dans des sociétés canadiennes, —pourquoi ils n'ont pas affecté une partie de leur argent à des placements spéculatifs,—c'est parce qu'ils avaient des doutes quant aux politiques financières des gouvernements

précédents. Je suis sûr que grâce à notre politique monétaire et financière, les Canadiens seront de plus en plus encouragés à placer leur argent dans les sociétés canadiennes.

Il y a lieu de donner un avertissement. Ces mesures législatives ne peuvent pas par elles-mêmes atteindre ces objectifs. Le salariat doit faire preuve d'initiative et d'audace. Les syndicats doivent être compréhensifs et tolérants. Le patronat doit être conciliant et patient et reconnaître parmi les travailleurs les chefs de file et les sujets compétents. Les banquiers doivent assumer un rôle d'animateur dans notre économie et le gouvernement doit s'efforcer d'élaborer des politiques monétaires. En gérant nos ressources financières, le gouvernement a fait preuve de courage, car il a le sens des réalités et sait répondre aux exigences de l'industrie et du monde ouvrier. Ces politiques donneront des résultats bien plus tôt que ne le souhaite l'opposition. C'est pourquoi je ne comprends pas l'amendement qu'on propose et j'ai l'intention de voter librement, indépendamment et en toute justice en faveur du budget tel qu'il a été établi.

Il y a quelques jours se tenait à Ottawa un ralliement d'un parti qui s'appelle le parti libéral. On aurait dit un groupe de gens réunis dans un cratère et mettant leurs têtes ensemble pour trouver des solutions aux problèmes du jour. Ils se sont tellement pressés les uns sur les autres et leurs têtes étaient si proches qu'il n'en est plus rien resté. Je crois qu'ils se sont enlevés du groupe des partis politiques du Canada.

J'ai vu que leur programme parle de prestations de chômage et de l'extension des facilités de commerce. Il parle d'amortissement accéléré, de crédit plus facile et d'un contrôle sur la Banque du Canada afin d'augmenter la valeur du dollar canadien et de multiplier les débouchés pour les produits canadiens. Mais où se tient donc ce parti depuis que la session a commencé? Ne s'est-il pas rendu compte que toutes ces mesures, le présent gouvernement les a présentées? Il ne va qu'un peu plus loin. On parle de l'apport du gouvernement fédéral aux municipalités, —et c'est encore une fois, à mon avis, revenir à la centralisation,—et de l'encouragement à donner aux industries pour qu'elles s'établissent dans certaines régions déterminées. Cela me fait l'effet du déjà entendu. C'est le gouvernement actuel qui a fait ces propositions.

Le programme fait mention de vastes travaux d'hiver et d'un apport fédéral pour assurer le bien-être dans certaines régions qui sont dans le marasme. Dans la province de Québec, on acquitte actuellement 90 p. 100 du coût, et je crois que le grand public